

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/03/25/menaces-d-attentats-et-alertes-a-la-bom...>

 Sylvie Lecherbonnier

 7 min read

Menaces d'attentats et alertes à la bombe mettent l'éducation nationale sous pression

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Société](#)
- [École primaire et secondaire](#)

Ces derniers jours, 130 collèges et lycées en Ile-de-France, dans les Hauts-de-France et dans le Grand-Est ont dû faire face à des piratages des environnements numériques de travail. Des actes malveillants qui participent à la propagation d'un climat anxigène. Des procédures de sécurité sont à chaque fois mises en place.

Article réservé aux abonnés

Depuis jeudi 21 mars, les établissements scolaires font face à une vague de piratage des environnements numériques de travail (ENT), ces services destinés à faire le lien entre les élèves, les enseignants et les familles. Ces derniers jours, 130 collèges et lycées en Ile-de-France, dans les Hauts-de-France et dans le Grand-Est [ont reçu des menaces](#)

d'attentats, selon le ministère de l'éducation nationale. Huit cents alertes à la bombe ont par ailleurs été recensées à l'automne 2023, d'autres ayant été reçues depuis.

Les mots d'ordre ne sont pas univoques. En Ile-de-France, les menaces reçues par les établissements franciliens ont suivi, jeudi, le mode opératoire des attentats islamistes, avec l'envoi d'une vidéo de décapitation. Dans des établissements alsaciens, lundi 25 mars, un message signé « *LaFranceDavant* » exprime la volonté « *d'exterminer toutes les personnes arabes et musulmans présents* » dans les lycées. Ailleurs, des alertes à la bombe sont lancées sans revendication précise.

Un protocole rodé est déployé pour répondre à ces incidents. Ainsi, dans l'académie de Strasbourg, ce lundi, les 29 établissements concernés ont été évacués et inspectés par les forces de l'ordre pour lever le doute avant de rouvrir quelques heures plus tard, déclare le rectorat. Dans celle de Lille, les forces de l'ordre ont sécurisé les abords des établissements concernés, lundi matin, et les équipes mobiles de sécurité du rectorat ont été mobilisées. Les ENT sont par ailleurs suspendus, parfois plusieurs jours, le temps de traiter les situations et de lancer une réinitialisation des comptes d'accès. Une plainte est systématiquement déposée.

« Tentatives de déstabilisation »

Même si les équipes éducatives prennent ces menaces avec beaucoup de circonspection, les actes malveillants participent à la propagation d'« *un climat anxigène* » dans les établissements scolaires, juge Sophie Vénéitay, secrétaire générale du SNES-FSU. « *On sait bien que ces actes sont le plus souvent le fruit de jeunes geeks un peu désœuvrés, mais les personnels ne peuvent pas s'empêcher de penser que l'école, devenue une cible, fait l'objet de tentatives de déstabilisation* », remarque la syndicaliste. Chaque enseignant a en mémoire les assassinats terroristes des enseignants Samuel Paty, en octobre 2020, et Dominique Bernard, en octobre 2023.

« *Mon établissement n'a pas été touché mais j'ai tout de même envoyé un message ce lundi matin pour rappeler les procédures et rassurer l'ensemble des élèves et de leurs familles après avoir reçu quelques messages de parents inquiets* », rapporte ainsi un proviseur lillois qui souhaite rester anonyme.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Un audit sur la sécurité des environnements numériques de travail doit être lancé, a annoncé, vendredi 22 mars, la ministre de l'éducation, Nicole Belloubet. A ce stade, il n'a néanmoins pas été relevé d'intrusions par « *exploitation de failles* » ou de « *vulnérabilité de la sécurité des systèmes d'information* », fait savoir, lundi, le ministère de l'éducation. Selon les premières enquêtes, les usurpations de comptes sont liées à des logiciels malveillants dérobeurs de mots de passe. « *L'hypothèse la plus probable est constituée par la publication sur Internet de nouvelles bases de données d'identifiants volés, qui contiennent, entre autres, des identifiants d'accès à des ENT, affirme la Rue de Grenelle. Dans une moindre mesure, une partie des identifiants volés peut aussi être issue de campagnes d'hameçonnage.* »

Ces piratages alimentent malgré tout les craintes : « *C'est à l'Etat, et non aux collectivités, de prendre la main sur ces ENT pour assurer la même protection partout* », estime Sophie Vénétiay. Une réunion rassemblant recteurs, préfets et procureurs généraux est prévue jeudi 4 avril sous l'égide du premier ministre, Gabriel Attal, pour étudier plus globalement la sécurisation des établissements scolaires.

Sylvie Lecherbonnier

Contribuer Réutiliser ce contenu

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

Découvrir les offres multicomptes

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?